

Intégrer une Perspective Genre au Sommet de Carthagène pour un Monde sans Mines

Jusqu'à récemment, l'action contre les mines était largement perçue comme un domaine militaire et technique dont les activités étaient planifiées et mises en œuvre sans questionnement de genre par du personnel presque exclusivement masculin. 10 ans après que la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel soit entrée en vigueur et que le Conseil de sécurité ait souligné « la nécessité pour toutes les parties de veiller à ce que les programmes de déminage et de sensibilisation au danger des mines tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des filles »¹, la communauté anti-mines est devenue de plus en plus sensible à la nécessité d'intégrer aussi bien les femmes elles-mêmes qu'une perspective de genre dans l'action contre les mines. Cependant, en vue du prochain Sommet de Carthagène pour un Monde sans Mines, il reste toujours nécessaire de développer et de mieux comprendre ce que les communautés affectées par les mines ont à gagner de l'intégration de perspectives de genre dans l'action anti-mines, et ce que cela signifie concrètement pour les Etats Parties souhaitant mettre en œuvre une telle approche. Ce document est le premier de trois articles présentant des arguments factuels en faveur de l'inclusion d'une perspective de genre dans trois des cinq piliers de l'action contre les mines : Liaison avec la Communauté/Education au Risque des Mines, Assistance aux Victimes, et Déminage.

Par: Åsa Massleberg et Arianna Calza Bini

La Liaison avec la Communauté (LC) et l'Education au risque des mines (ERM) représentent un des cinq piliers de l'action contre les mines. Les Normes internationales de l'action contre les mines définissent l'ERM comme « les activités ayant pour but de réduire le risque de préjudice causé par les mines et/ou les REG en sensibilisant la population et en encourageant le changement de conduite/comportement par la diffusion d'information au public, l'enseignement, la formation et la liaison avec les communautés »². La LC, en lien étroit avec l'ERM, est définie comme « un processus qui vise à placer les besoins et priorités de la communauté affectée par les mines au centre de la planification, de la mise en œuvre et du contrôle de l'action contre les mines et d'autres secteurs ». Les activités de LC et d'ERM sont souvent associées à d'autres piliers d'action, comme le déminage et l'évaluation. En outre diverses ONG déploient à la fois des équipes de déminage et de LC/ERM, cette manière de faire s'étant révélée très efficace³.

L'Alinéa 3 de l'Article 6 de la Convention pour l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction (aussi connue comme la Convention contre les mines antipersonnel) mentionne spécifiquement les programmes de sensibilisation, en soulignant l'importance pour chaque Etat Partie de la Convention de fournir « une assistance au déminage et pour des activités connexes ». En effet, la LC et l'ERM font partie intégrante de la Convention contre les mines antipersonnel, et leur importance dans l'action anti-mines doit être reconnue.

Ce bref document a pour but de se centrer sur le pilier LC/ERM, et de souligner pourquoi il est nécessaire d'intégrer une perspective de genre dans ces activités afin de les rendre aussi efficaces, non discriminatoires, inclusives et durables que possible. Un certain nombre

d'exemples de terrain sont détaillés pour illustrer comment le genre peut être intégré avec succès, et quels sont les bénéfices qui peuvent en être tirés.

1. Un accès non discriminatoire à l'ERM

Un des principes fondamentaux soutenant l'ERM est le droit des populations affectées à une information précise, et dans un délai court, sur les risques liés aux mines et autres dangers que présente leur environnement⁴. Afin de s'assurer que l'ERM n'est pas discriminatoire, il est important de veiller à ce qu'elle soit accessible aux femmes, aux filles, aux garçons et aux hommes. Il est vital de reconnaître que l'horaire et le lieu de l'ERM contribue à déterminer qui a l'envie ou la possibilité d'y participer. Par exemple, il a été prouvé à de nombreuses reprises qu'il était difficile dans certaines situations d'atteindre les femmes et les filles par des séances publiques. Cela peut être expliqué par le fait que les femmes et les filles sont occupées à travailler dans ou près de leur maison, et/ou par le fait qu'il n'est culturellement pas approprié pour les femmes et les filles de se rendre à des séances publiques où les hommes sont présents. Il est possible de surmonter cet obstacle en envoyant des formatrices faire du « porte-à-porte », ce qui leur permet ainsi d'atteindre des femmes confinées dans leur foyer. Les obstacles à l'accès à l'ERM liés au genre ont été identifiés et résolus par le programme du Mine Advisory Group au Soudan : « Une séance d'ERM dans un espace public ne peut être présentée qu'à peu de femmes dans l'assistance. Le bas taux de participation féminine aux sessions d'ERM a été surmonté par la mise en place d'ERM à domicile. MAG a aussi conçu des messages de réduction des risques adaptés à la division sexuelle du travail de certaines zones contaminées»⁵.

2. Des moyens de communication et du matériel d'ERM sensibles au genre

Il est important de prendre en considération la façon dont la communication est menée dans le domaine de l'ERM et d'examiner de manière critique les moyens qui sont utilisés pour transmettre les messages de sécurité. Par exemple, le taux d'alphabétisation est hautement lié au sexe et à l'âge dans de nombreux pays, et il est nécessaire de s'assurer que les moyens de communication et de transmission de l'ERM sont sensibles au genre afin d'éviter toute discrimination. Des chansons, des jeux de rôle et des pièces de théâtre peuvent être de très bons moyens de transmettre des messages de sécurité, dans la mesure où ils sont participatifs par nature. Il est aussi fréquent que les formateurs et les formatrices à l'ERM organisent des séances séparées pour les enfants et pour les femmes. La raison principale est que, dans de nombreuses situations, il est en effet évident que ces groupes, enfants ou femmes, participent de manière plus active si les sessions sont séparées et si le matériel et les moyens utilisés sont sensibles au genre et adaptés aux besoins et réalités spécifiques des femmes et des enfants.

La conception et la production d'un matériel d'ERM pertinent sont essentielles à des activités de sensibilisation efficaces. Le matériel doit refléter les cultures et traditions locales, et il est vital que les femmes, les filles, les garçons et les hommes puissent s'identifier aux scénarios décrits dans le matériel. Des activités spécifiques à des âges distincts ou au sexe doivent être reflétées, des activités différentes se traduisant par des modes d'expositions aux risques différents. Par exemple, si les garçons font paître leur bétail près de zones contaminées, il s'avère important de mettre l'accent sur cette activité-là durant la session d'ERM avec des scénarios, des dessins ou des photos. Il arrive souvent que les formateurs et les formatrices à l'ERM utilisent des dessins locaux illustrant différents scénarios de comportements sûrs ou à risques. Ce type de matériel n'est pas uniquement important parce qu'il est adapté localement, mais aussi parce qu'il stimule les discussions entre les bénéficiaires.

3. La liaison avec la communauté

La récolte de données fait partie intégrante de la liaison avec la communauté, et elle est menée au travers d'activités de cartographie, de fixation de priorités de déminage, de restitution des terrains, d'évaluation d'impact et de connaissances, et d'enquêtes sur les pratiques et les comportements. Une collecte de données inclusive et non discriminatoire est

essentielle pour une planification opérationnelle, dans la mesure où les données collectées sont décisives pour les processus de fixation de priorités et le déploiement ultérieur de ressources dans les zones où les besoins sont les plus grands et où les effets positifs attendus sont les plus importants.

Il a été prouvé qu'une récolte de données sensible au genre amène à des connaissances du terrain plus précises. Par essence, différentes sources d'information signifient différentes informations. Dans certains pays, il est difficile pour les équipes d'action contre les mines masculines d'avoir accès aux femmes et aux filles et d'obtenir des informations de leur part sur l'utilisation et la contamination de la terre. Ne pas consulter les femmes de la communauté peut par conséquent avoir pour résultat la perte d'informations concernant divers enjeux et qui auraient été plus qu'utiles dans le processus de planification. Une solution efficace et simple consiste à mettre en place des équipes dans lesquels l'équilibre de genre est respecté, afin de permettre aux associations d'entrer en contact avec les femmes, les filles, les garçons et les hommes et de récolter des informations de chacun d'entre eux. Un exemple de Jordanie illustre clairement un tel processus : le Comité national pour le déminage et la réhabilitation et le Norwegian People's Aid ont mené une enquête avec une perspective de genre explicite, et des informations venant d'hommes et de femmes ont été récoltées par des équipes où l'équilibre de genre était respecté. Les résultats de l'évaluation ont clairement montré que les femmes et les hommes identifient des zones contaminées différentes, en raison de leurs possibilités d'accès et de leurs interactions avec des groupes et sexes différents dans la communauté⁶.

MAG a expérimenté une situation similaire au Sud-Soudan, où les évaluateurs et les évaluatrices techniques ainsi que les équipes de LC/ERM ont travaillé ensemble dans les communautés affectées. Il était souvent évident que les adultes avaient des idées pré-conçues qui les empêchaient de partager les informations, alors que les enfants étaient la plupart du temps très observateurs et heureux de partager des informations sur la contamination des mines et UXO. De plus, il a été observé que ces informations spécifiques ne pouvaient être obtenues que lorsque les activités étaient conduites séparément entre les adultes et les enfants⁷.

Les femmes, les filles, les garçons et les hommes détiennent des informations uniques et très diverses sur l'utilisation de la terre et sur sa contamination, en raison de leurs rôles, positions et responsabilités différentes dans les communautés. Il est donc nécessaire d'obtenir des informations de sources aussi variées que possible, en s'assurant que les deux sexes, et de catégorie d'âges différents, soient consultés. C'est une pré-condition à l'acquisition d'une vision holistique et précise de la variété des réalités, besoins, priorités des femmes, filles, garçons et hommes.

4. Conclusion

Les femmes, les filles, les garçons et les hommes sont touchés de manière différente par la contamination des mines, et leurs réalités, priorités et besoins distincts doivent en conséquence être reconnus et pris en compte pour que les activités contre les mines ne soient pas seulement non discriminatoires et inclusives, mais aussi plus efficaces, professionnelles et durables par nature. Reconnaissant cela, la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la paix et la sécurité souligne « la nécessité pour toutes les parties de veiller à ce que les programmes de déminage et de sensibilisation au danger des mines tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des filles »⁸.

Les expériences de terrain illustrent clairement que l'intégration d'une perspective de genre dans les LC/ERM est très bénéfique aux autres activités de l'action contre les mines, comme le déminage et les enquêtes techniques.

Le Sommet de Carthagène pour un Monde sans Mines sera une étape très importante dans l'histoire de la Convention contre les mines antipersonnel, car il donne aux Etats Parties l'opportunité de réexaminer le statut du traité et d'établir les futures mesures à prendre afin de créer un monde sans mines. Plus spécifiquement, la Campagne Suisse contre les Mines Antipersonnel voit dans le Sommet de Carthagène une excellente opportunité pour les Etats Parties et d'autres acteurs clés de développer encore davantage l'intégration du genre dans les LC/ERM, avec comme but ultime une action contre les mines plus efficace et équitable.

¹ Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les Femmes, la paix et la sécurité (2000). Disponible en ligne sur : <http://www.un.org/french/docs/sc/2000/res1325f.pdf>.

² NILAM 07.11 – Guide pour la gestion de l'éducation au risque des mines : http://www.mineactionstandards.org/IMAS_archive/FinalNonEnglish/NILAM%2007.11,%20Ed.%201,%20am%201,%202,%203.pdf

³ Mine Advisory Group (MAG) a été le pionnier de cette stratégie, avec des équipes LC/ERM bien intégrées dans ses programmes de déminage. (www.maginternational.org)

⁴ Baaser, S., H. Laurence. et E.M. Filippino, MRE in Mine Action : How is it effective ? The Journal of ERW and Mine Action, Issue 13.1 Summer 2009

⁵ MAG Sudan Programme (www.maginternational.org) communication par e-mail avec la Directrice de Programme Hannah Bryce, 21.09.09

⁶ Genre et Mines Antipersonnel- Du Concept à la Pratique, Campagne Suisse contre les Mines, Genève 2008, p.61.

⁷ Sudan programme (www.maginternational.org) communication par e-mail avec le Community Liaison Manager – Africa 21.09.09

⁸ Ibid. note 1